

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL n°106 fev. 83 3,50ff./30fb./2fs./0.70^{cts.}can.

EDITORIAL

Au-delà de l'épuisement de ses sources de profit, pour la bourgeoisie, la désagrégation du tissu économique est catastrophique. Ce ne sont pas seulement ses profits qui menacent de disparaître, mais les bases de sa domination qui sont sapées. Avec la crise, ce n'est pas seulement son porte-feuille que la bourgeoisie risque de perdre, mais sa tête. Avec la crise, ce ne sont pas seulement les bases économiques qui vont vers l'effondrement, mais les fondements des institutions politiques de l'Etat bourgeois, partis et syndicats.

Dans la débandade économique mondiale, on comprend ainsi l'intérêt et le zèle animant la gauche et les syndicats pour empêcher que l'instabilité sociale qui pointe à nouveau au cœur même de l'Europe industrialisée ne débouche, sous la poussée de la nécessité immédiate et face au manque de perspectives qu'offre la bourgeoisie, sur une remise en cause de tout le système d'exploitation qui domine sur tous les continents. Déjà, après la Belgique, l'Italie vient à nouveau de connaître des grèves et des mouvements sociaux qui se sont généralisés à tout le pays pour faire face à un appauvrissement lui aussi général.

En France, mal placée pour jouer le même rôle d'encadrement qu'en Belgique ou en Italie, où la gauche est dans l'opposition, la gauche au pouvoir, face aux premières grèves contre la politique d'austérité, n'a d'autre solution que de dénoncer les ouvriers comme "manipulateurs islamiques". Ne pouvant pleinement jouer son rôle de division dans "l'opposition", elle le joue avec les moyens du bord, les plus grossiers.

Avec le rétrécissement de plus en plus marqué du champ de manoeuvre économique, l'histoire s'accélère. Ce phénomène est d'autant plus marquant que l'expérience de la nature de ce monde et de ses institutions, en particulier syndicales, elle, s'accumule, menaçant de déboucher sur une remise en question de l'encadrement social qui a permis à la bourgeoisie de traverser les dernières décennies sans avoir à affronter directement de problèmes sociaux majeurs.

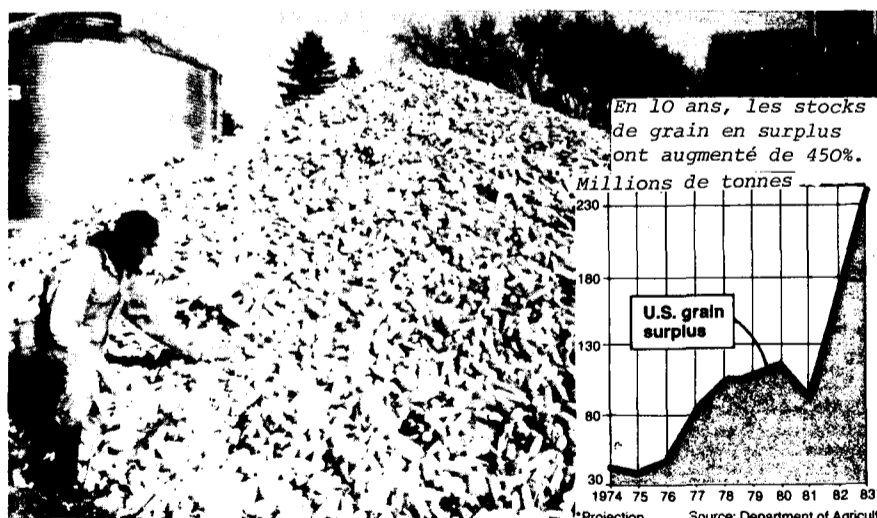
La crise s'étend aujourd'hui à tous les secteurs, à tous les pays. Les illusions sur une issue possible dans le cadre actuel tombent de plus en plus. L'expérience met à nu les manoeuvres de la bourgeoisie. La conjonction de ces facteurs ouvre aujourd'hui pour le prolétariat la voie à une réponse qui ne soit plus partielle, isolée, mais qui devienne l'expression massive de la nécessité de la révolution.

FAILLITE DE L'ECONOMIE MONDIALE

les "sacrifices" n'y changeront rien

Depuis des années, on nous prêche l'austérité comme voie de salut pour sortir de la crise. Depuis deux ans, partout dans le monde, les conditions de vie des ouvriers ont empiré à grande vitesse, y compris dans les pays "développés". Quel en est le résultat ? La chute de l'économie continue, et s'accélère même aujourd'hui à un rythme qui promet de dépasser les pires crises qu'ait jamais connues la société capitaliste.

Aujourd'hui encore, en France, on met sur le dos des ouvriers immigrés en grève les difficultés prévisibles de l'industrie automobile française. Pour la production capitaliste, c'est toujours la faute des ouvriers s'il y a crise : s'ils pouvaient travailler 24 heures sur 24, sans manger ni dormir, ce serait mieux. Pourtant, même si cela était, cela n'empêcherait pas la crise : la façon même dont est organisée la production n'est pas viable, et se trouve aujourd'hui confrontée à des contradictions insurmontables : la crise, quelque sacrifice qui soit imposé, n'est pas derrière nous, mais devant.



Aux USA, s'entassent des masses de produits agricoles pendant que les trois quarts de l'humanité meurent de faim et que le revenu moyen des agriculteurs américains a chuté de 50% depuis 79 : la crise agricole est le révélateur de l'ampleur de la crise de surproduction dans laquelle s'engule le capitalisme, dont les rapports de production apparaissent plus ouvertement que jamais en contradiction avec les plus élémentaires besoins humains.

La politique de restriction a été appliquée partout, y compris dans la première puissance mondiale, où Reagan avait annoncé la couleur en licenciant les aiguilleurs du ciel grévistes et en les remplaçant par l'armée "la crise a forcé les syndicats à accepter (comprendre : à faire accepter aux ouvriers, NDLR) des augmentations de salaires beaucoup plus faibles, et même, dans certains cas, à revenir sur de précédentes hausses" (Le Monde Diplomatique de janvier 83 : "Quand les USA s'enfoncent dans la crise").

Sans compter les coupures dans toutes les dépenses sociales de l'Etat, (allocations diverses, services publics) qui devaient permettre d'alléger les impôts des entreprises, et les aider à investir. Résultat : "les investissements ont augmenté d'à peine 0,3 % en 81, et selon le ministère du commerce ils devraient avoir baissé de 1 % en 82" (ibid.). L'économie tourne de plus en plus au ralenti : "le taux d'utilisation des capacités de production a diminué de 0,8 % en octobre dernier, pour tomber à son niveau le plus bas depuis la fin de la seconde guerre mondiale (30 % des forces productives ne sont pas utilisées aux USA)" (ibid.).

La gestion de l'économie capitaliste, quelque option qu'elle prenne, se trouve devant un mur : l'impossibilité de vendre la production. Des produits en nombre de plus en plus grand, élaborés par de plus en plus de pays, et au bout d'un moment la machine s'engorge : il y a plus de vendeurs que d'acheteurs. Pendant des années, et depuis la grande crise des années 30 surtout, la bourgeoisie a tenté de résoudre le problème par l'endettement. La continuation des investissements était de plus en plus due aux emprunts, de moins en moins aux profits réalisés en vendant les marchandises. Depuis que la crise a recommencé à frapper, au début des années 70, les Etats ont surabundé de ce palliatif : en 10 ans, la dette extérieure des pays du tiers-monde a été multipliée par cinq, la dette publique de l'Etat américain par trois. La politique du capital international fondée sur l'endettement généralisé va vers la faillite. La production ne peut (suite page 5)

chômage et lutte de classe >>> p.4

Sommaire

-FRANCE : une attaque accrue contre les ouvriers.....	p.2
Grèves dans l'automobile : la gauche face aux premières remises en question.....	p.3
-ITALIE : le syndicalisme de "base" contre les grèves.....	p.3
-CHOMAGE ET LUTTE DE CLASSE.....	p.4
-LES PREPARATIFS DE GUERRE CONTINENT.....	p.5
-PERSPECTIVES : le Congrès de la Ligue Spartacus (1919).....	p.6
-EUROPE : la gauche dans l'opposition.....	p.8

MALGRE LES DIVISIONS APPARENTES

gauche et droite unies pour imposer

une attaque anti-ouvrière accrue

■ "Tout ne va pas si mal", se plaint à répéter le gouvernement. Au niveau des apparences, on peut trouver dans ces discours un semblant de crédibilité.

En effet, si l'on s'en tient aux résultats immédiats, la gauche au pouvoir en France peut se targuer d'avoir fait aussi bien, sinon mieux, que le gouvernement précédent et ceux de la plupart des autres pays.

C'est à dire que ce gouvernement a réussi avec l'aide de toute la bourgeoisie internationale (emprunts internationaux, soutien financier des banques européennes) à abaisser le taux d'inflation sans pour autant provoquer une explosion du chômage comparable à celle qui s'est manifestée durant ces 20 derniers mois en RFA ou aux USA. C'est aussi un fait que la France a été le seul pays avec le Japon à avoir encore globalement assuré une légère progression du pouvoir d'achat.

Cependant, on a assisté dans le même laps de temps à un affaiblissement réel et très rapide de la position du capital français vis-à-vis de ses principaux concurrents directs.

Pouvant naguère rivaliser commercialement avec le Japon, l'Allemagne ou les USA, la France côtoie aujourd'hui le niveau des plus traînants des grands pays industrialisés comme la Grande-Bretagne, l'Italie ou l'Espagne.

La tendance de cet Etat, déjà constante ces dernières années, à "vivre au-dessus de ses moyens" alors qu'il est marqué au sein des pays industrialisés par de lourds anachronismes spécifiques de structure, s'est trouvée aujourd'hui considérablement aggravée par l'influence de facteurs politiques.

La bourgeoisie française voit ses réserves épuisées. Elle est parvenue à un tournant inévitable, mais avec un retard à combler, tournant qui a déjà été pris avec autorité par ses autres concurrents au cours de ces trois dernières années. Elle n'a d'autre recours que d'intensifier l'attaque contre les ouvriers.

Malgré les difficultés à combler le vide politique et social qui s'est creusé, elle ne peut que redoubler d'efforts pour renvoyer une partie de ses forces politiques et ses syndicats dans l'opposition afin d'être mieux en situation pour contrôler les prévisibles réactions ouvrières. Mais quelle que soit l'équipe politique qu'elle parviendra à mettre en place pour livrer cette attaque et quelles que soient les forces qui seront amenées à tenter d'encadrer ces réactions, le prolétariat n'a pas à se laisser entraîner dans de telles manœuvres.

Il ne doit pas se laisser illusionner ni par les discours, ni sur les mesures qui se préparent contre lui, car le résultat sera de toutes façons identique sur sa situation matérielle. Il doit au contraire se préparer à réagir à des assauts de la bourgeoisie beaucoup plus importants que ceux qu'il a connus jusqu'ici, en étant capable de répondre sur le seul terrain où il pourra s'opposer résolument et efficacement à la gauche comme à la droite : la lutte de classe.

perspectives de la bourgeoisie : taper plus fort sur le prolétariat

Les effets dévastateurs de la crise ont commencé à se faire sentir fortement au sein des métropoles capitalistes.

Si les répercussions de la crise sur le niveau de vie des salariés ont été moins ressenties en France qu'ailleurs jusqu'ici, ce n'est nullement à cause d'un quelconque "esprit social" de la gauche, mais par crainte de réactions ouvrières que la gauche est mal placée pour encadrer.

Avec cette politique de temporisation, la situation de la France sur le marché mondial s'est dégradée à toute vitesse. L'année 82 s'est soldée en France par des déficits record : celui de la balance commerciale et celui de la balance des paiements.

Malgré le blocage des prix pendant quatre mois, le taux d'inflation est resté supérieur d'un tiers à la moyenne des autres pays industrialisés, qui, eux, n'ont pas eu recours à de telles mesures. En dépit de deux dévaluations, le franc a manifesté une fragilité constante, sollicitant le soutien permanent de la Banque de France et des autres banques centrales européennes. Les emprunts contractés aussi bien pour soutenir une monnaie chancelante que pour éponger le déficit de la balance des paiements, ont pris des dimensions vertigineuses. C'est la France qui a été le plus gros emprunteur en 82.

L'Etat a triplé le montant de ses dettes en deux ans, ce qui, en ce domaine, le place au troisième rang des pays endettés après le Brésil et le Mexique dont l'état de banqueroute n'est un secret pour personne.

Entre capitalistes, on ne se fait jamais de cadeaux. Si jusqu'ici, la bourgeoisie occidentale a consenti à l'Etat français des facilités pour puiser largement dans ses réserves monétaires, ce ne peut être qu'avec à la clé l'exigence d'une révision sévère du budget national et avec l'engagement d'assainir les secteurs les plus boiteux de son industrie dans le cadre d'une "harmonisation" des mesures économiques à l'échelle européenne : face à la crise, le capitalisme ne peut laisser se développer un "ventre mou" au cœur de l'Europe occidentale industrialisée.

La pression de l'ensemble de la bourgeoisie occidentale comme les exigences du capital national, vont dans le même sens : la situation actuelle ne saurait être maintenue, à terme. Le gouvernement lui-même, chiffres et commentaires à l'appui, prône de plus en plus ouvertement les vertus d'une "rigueur socialiste". Delors annonce sans ambages la nécessité d'une "stricte politique d'assainissement financier" (révision du budget dans le sens d'une réduction des charges sociales, limitation des hausses salariales et de la consommation intérieure).

La bourgeoisie française est coincée. Elle ne pourra plus repousser les dossiers brillants concernant en premier lieu les licenciements dans les secteurs les plus fragiles de

l'économie nationale (la sidérurgie, la chimie ou l'automobile, pour ne citer que les principaux) et devra aborder à bras-le-corps des faiblesses spécifiques non négligeables (niveau de concentration industrielle moindre et plus mal adaptée que ses concurrents directs, archaïsme des infrastructures...). Cela signifie qu'elle devra taper d'autant plus fort (en particulier sur la question des licenciements dans l'industrie) sur les ouvriers, à la dimension d'un retard qu'elle doit tenter de combler.

Certes, pendant les douze premiers mois, la gauche au gouvernement est parvenue au maximum à prolonger son "état de grâce". Elle a réussi à ralentir relativement à d'autres pays la dégradation des conditions de vie ouvrières, gagnant sur cette lancée une période de calme social exemplaire, plus important que sous le gouvernement Giscard-Barre, en optant délibérément pour une politique de relance à contre-courant des politiques de "vérité" pratiquées partout ailleurs mais en gaspillant les réserves péniblement accumulées par la gestion précédente.

Même si, depuis juin 82, elle a freiné le train des mesures impopulaires qu'elle a commencé à faire appliquer, elle n'a pu enrayer un mouvement profond de désillusion et de grogne. Elle a ainsi usé rapidement son crédit et son image de marque "ouvrière" envers le prolétariat. Le dégarnissement du terrain social se révèle bel et bien être un facteur catastrophique pour la bourgeoisie française. Cette situation s'est produite à contre-courant de la politique concertée au niveau international par la bourgeoisie. Dans la plupart des pays clé du bloc occidental, le renforcement et l'intensification de l'offensive anti-ouvrière s'est accompagnée d'un dispositif renvoyant la gauche dans l'opposition dans divers pays (cf. article dans ce numéro, p.8), indiquant par là la préoccupation majeure commune à l'ensemble de la bourgeoisie.

L'évolution de la situation actuelle confirme que ces craintes sont fondées. Les réactions ouvrières de ces derniers mois, notamment en Belgique, et en Italie, ont clairement montré la pression sociale existant sur la bourgeoisie, alors que la gauche et surtout le syndicalisme sous sa forme "de base" ont pu pleinement jouer leur rôle pour les contenir et prévenir le potentiel d'extension contenu dans ces luttes.

Cela fait d'autant plus ressortir le vide politique et social de la situation en France. Pour la première fois, l'arrivée de la gauche au pouvoir en France ne s'est pas traduit par un enthousiasme dans la classe ouvrière ni par le renforcement des syndicats, mais par le mouvement inverse. Les élections prud'homales ont fait ressortir une accentuation de la crise du syndicalisme. Tous les sondages pré-électorales en vue des municipales ont fait ressortir la baisse croissante de popularité du gouvernement de gauche sans pour autant profiter à la droite.

le jeu droite-gauche : une arme de la bourgeoisie

La pression sociale rend urgente la réorientation et la recomposition des forces bourgeoises en France, malgré les difficultés de remaniement de l'échiquier politique dans le cadre du legs des institutions rigides de la cinquième république peu adaptées à la période actuelle (centralisation du pouvoir exécutif et système prési-

dentiel éligible pour 7 ans).

Malgré la pauvreté des moyens dont elle dispose, la bourgeoisie essaie de revaloriser le jeu politique entre la gauche et la droite. Bien que la gauche continue à rejeter les responsabilités de la situation sur la droite et le patronat, cet argument s'épuise de plus en plus. La droite, tout en réorganisant ses forces, par ses critiques sur "l'irresponsabilité de la gauche" sert paradoxalement à tenter de recréer la gauche aux yeux des ouvriers.

Il ressort clairement de cela que, face à la question sociale et au danger prolétarien, la nécessité de collaboration étroite et la capacité d'unité de la bourgeoisie ne fait aucun doute. Au contraire, on voit que les divisions et les rivalités de la bourgeoisie, qui constituent sa vie même, sont et seront utilisées au maximum contre le prolétariat pour le détourner du terrain de la lutte de classe. Mais cela s'avère bien insuffisant pour combler le fossé existant entre l'appareil politique bourgeois et le prolétariat.

La bourgeoisie française ne peut que redoubler d'efforts dans ce sens. Ce ne sont pas les municipales qui sont l'enjeu de cette situation, mais la période de "rigueur" qui va de toutes façons devoir s'ouvrir ensuite.

Mais quelle que soit la réorganisation prévisible des forces politiques, la situation pour le prolétariat ne pourra qu'empirer. La classe ouvrière n'a aucune illusion à se faire là-dessus.

La gauche peut ramener une partie de son appareil politique et ses syndicats dans une opposition résolue à la "politique gouvernementale" pour se redonner une image plus propre, plus crédible, cela ne fera que participer pleinement de l'offensive anti-prolétarienne de la bourgeoisie pour tenter de paralyser les luttes. Cela a toujours été son œuvre. Elle n'a cessé depuis le ressurgissement du potentiel des luttes de classes depuis 68 de tenter d'anesthésier le prolétariat. Pour celui-ci, l'expérience actuelle de la gauche au pouvoir doit l'enrichir de la conscience du rôle joué par cette fraction de la bourgeoisie, dissiper les mystifications entretenues par les années d'illusion antérieures, l'aider à comprendre le rôle de sabotage systématiquement mené par la gauche et les syndicats contre ses luttes.

La gauche et les syndicats autant que la droite sont une composante de l'appareil politique bourgeois. La confirmation actuelle des éléments antérieurs accumulés ces dernières années doit permettre au prolétariat de déjouer le piège des manœuvres politiques prochaines de la bourgeoisie. Il n'y aura pas à choisir entre une "bonne gauche" et une "mauvaise", pas plus qu'il ne peut exister un syndicat "de base", moins pourri que les syndicats actuels.

Une gauche plus crédible, un syndicalisme plus radical dans les jambes du prolétariat, ne seront là que pour faire avorter les luttes ouvrières, pour empêcher la prise de conscience de l'impasse qui se révèle de plus en plus crûment derrière la fausse alternative que toute la bourgeoisie tente de crédibiliser.

Il n'y a pas d'autre possibilité pour résister sur un terrain de classe à l'offensive de la bourgeoisie que de se dégager de cette impasse, de ne pas se laisser embarquer vers un retour des illusions qui ont commencé à tomber.

grèves 'automobile

la gauche face aux premières remises en cause du calme social

■ Au printemps dernier, les grèves à Talbot et à Citroën s'étaient développées essentiellement contre le syndicat maison CSL. Le gouvernement de gauche et ses syndicats avaient réussi à en faire une "suite" au passage de la gauche au pouvoir et à sa politique "socialiste".

En d'autres termes, il s'agissait d'amener le "changement" au sein des usines, de prolonger la "démocratie de gauche" retrouvée en mai 81, dans les entreprises à maîtrises et syndicats "musclés".

Contrairement à ces grèves, celles d'aujourd'hui représentent, de la part des ouvriers, dans la région parisienne, une remise en cause de la politique de "rigueur" (appelée "austérité" dans d'autres pays), le blocage des salaires, l'augmentation de la productivité avec tout ce qu'elle signifie d'augmentation des cadences, de licenciements.

En ce sens, ces luttes vont dans le même sens que les grèves et les manifestations de rue en Belgique, en Italie, etc...

A un moment où la gauche est obligée d'accroître ses attaques économiques contre la classe ouvrière, on comprend mieux le souci qu'elle a de présenter ces grèves comme spécifiques aux immigrés et non pas comme les premières réactions, tendant à se généraliser, contre la politique économique de crise qu'elle est contrainte d'assumer.

A quoi a-t-on assisté dans ces luttes?

Ignorées, les revendications pièges habituellement avancées par les syndicats! Les ouvriers en lutte ont posé d'emblée des revendications qui leur sont propres : des augmentations de salaire en espèces sonnantes et trébuchantes.

Et les pistoleurs de Flins qui ont démarré la lutte, n'y sont pas allés avec timidité cette fois-ci (même s'ils ont restreint leur ambition par la suite). "Ces travailleurs ont bénéficié d'une augmentation de 12 % cette année. Si on accorde le "195" aux pistoleurs, ce taux sera porté à 21 %. Avec la prime de 300 francs cela ferait près de 28 %". Telle a été la réaction de la direction de Renault.

Ignorés, les appels à la reprise, à l'esprit de responsabilité, à la sauvegarde de l'économie nationale et de sa compétitivité! En effet, le mouvement des pistoleurs de Flins a fait très vite des adeptes dans les autres secteurs mais aussi à Billancourt et à Chausson qui ont repris à leur compte les mêmes revendications.

Mais malgré toutes les pressions qu'elle exerce, la bourgeoisie a du mal à calmer les ardeurs des ouvriers: "on entre dans notre 3ème semaine de grève : ce n'est pas maintenant qu'on va reprendre pour des clopinettes", disait un pistoleur de Renault-Flins.

Ces luttes qui se déroulent aujourd'hui, dans un des secteurs importants de l'économie française sont les premières luttes sérieuses que la bourgeoisie a dû affronter depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir.

Elles sont la première riposte significative à la politique de plus en plus réaliste du gouvernement de gauche. Ces premiers bataillons de la classe ouvrière qui sont repartis au combat, sont ceux qui sont atteints de plein fouet aujourd'hui, c'est à dire essentiellement les OS et les ouvriers menacés de licenciement comme à Chausson. C'est ce qui explique en même temps leur force, la combativité et la détermination et leur principale faiblesse : l'isolement.

La bourgeoisie l'a bien compris dès le départ, et a constamment cherché à exploiter, par tous les moyens cette faiblesse:

- tout d'abord grâce aux bons offices des syndicats qui ont réussi encore une fois à maintenir des cloisons étanches entre les différents secteurs de la lutte : tout a été fait pour qu'il n'y ait aucun contact entre les pistoleurs et les autres secteurs en grève, ni qui plus est, entre Flins et Billancourt, et encore moins entre Renault, Chausson et Citroën ;
- mais aussi grâce aux directions patronales qui en utilisant le lock-out ou la mise au chômage technique, ont cherché à opposer les grévistes aux non grévistes ;
- enfin en cherchant à opposer les ouvriers français aux ouvriers immigrés.

Et dans cette tâche ignoble rien n'a été épargné et chaque partie de la bourgeoisie y a mis du sien.

Cela va du racisme le plus vil de la CGC qui s'en est prise aux ouvriers immigrés en grève qui "savent profiter

de la sécurité sociale et de l'indemnisation du chômage, mais, en revendiquant des gains salariaux immédiats..., n'ont pas un comportement de citoyens dans l'entreprise dont ils méprisent la vie et la survie", jusqu'à l'hypocrisie de la CGT qui, à Chausson, pousse devant le micro un de ces délégués marocains pour qu'il crie : "Allah est grand, Allah est avec les ouvriers". Même Mauroy et Defferre sont également venus apporter leur contribution dans ce domaine, en dénonçant derrière ces grèves l'influence de l'intégrisme musulman. Le tout est souligné, amplifié et claironné par les médias.

Voilà comment la bourgeoisie profite d'une faiblesse de la classe ouvrière: elle tente de transformer l'isolement d'une de ses parties en antagonisme avec l'ensemble.

Mais autant cette attitude de la bourgeoisie montre qu'elle peut encore profiter d'une certaine expectative de l'ensemble de la classe ouvrière, et donc de l'isolement de ses premières fractions en lutte, autant sa mobilisation importante autour de ces grèves et le fait qu'elle y révèle de plus en plus son visage hideux attestent du danger réel que celles-ci contiennent: la prise en mains de la part de la classe ouvrière de plus en plus débarrassée de ses illusions, de ses propres luttes sur son propre terrain.

J.E.

LUTTES OUVRIERES EN ITALIE

le syndicalisme s'adapte pour mieux contrer le mouvement

Les dernières grèves en Italie, qui ont touché tout le pays, révèlent une montée du ras-le-bol des ouvriers qui subissent la plongée dans la crise. Elles révèlent aussi le niveau de contre-attaque de l'Etat : face à l'usage des directions syndicales, c'est un syndicalisme "critique", "radical", qui est mis en première ligne pour empêcher que ne se reconstruise la force de la classe ouvrière, comme en Belgique en 1982. Cette contre-offensive s'appuie sur l'illusion encore persistante que "les syndicats seront ce que nous en ferons" ; mais le syndicalisme n'est plus une arme des ouvriers ; il ne peut être qu'une arme de l'Etat contre eux.

■ Pendant quelques semaines l'Italie a été secouée par la colère ouvrière : elle a été provoquée par de nouvelles mesures d'austérité, imposées par le gouvernement Fanfani, dites "Programme d'assainissement des finances publiques..."

Cette vague de protestation a été marquée au début du mois de Janvier par des manifestations qui ont échappé, du moins dans leurs initiatives, au contrôle des centrales syndicales. A Gênes les métallurgistes ont occupé l'aéroport. En Campanie, en Toscane, en Ombrie, dans les régions de Palerme et de Venise, à l'initiative des ouvriers, il y a eu des manifestations, avec blocage des routes et des voies ferrées. Au Nord comme au Sud, dans les gros centres industriels, mais aussi dans des villes périphériques, la rage ouvrière a explosé.

A peine plus d'un mois après son entrée en fonction, le gouvernement de centre-gauche présidé par Fanfani ne cache pas sa volonté, comme tout Etat capitaliste pris à la gorge par sa propre crise, d'appliquer une rigoureuse politique d'austérité : augmentation dans les transports, impôt "extraordinaire" s'ajoutant aux "ordinaires", diminution des budgets de la Santé Publique, et abaissement de l'échelle des salaires qui ne couvrira plus qu'à 82% l'augmentation de l'indice officiel des prix.

En bref, ces mesures impliquent une sa-

crée diminution de salaire, qui ne fait que s'ajouter aux sacrifices déjà imposés au fil des ans au nom "de la compétitivité du pays".

les manœuvres de la gauche

Qui serait mieux placé pour faire accepter ces mesures à la classe ouvrière, que les partis et syndicats dits "socialistes", "communistes", "ouvriers"? Ceux qui parlent d'égalité sociale, de "justice", qui critiquent radicalement le gouvernement pour mieux marchander la misère.

- en 81, le syndicat de l'Alfa Romeo signe avec la direction un accord qui prévoit une augmentation de la production d'automobiles tandis que 17 000 ouvriers sont mis en CASSA INTEGRAZIONE (caisse d'allocation pour chômage technique prolongé). Ces mêmes mesures sont appliquées à la Fiat, à Montedison, à la Borletti... tandis que les syndicats affirment qu'à part "quelques extrémistes" la majorité des ouvriers a accepté les licenciements, la "Cassa integrazione", les augmentations de la production, et la baisse des salaires !

- le 15 Janvier 83, le PCI s'adressait aux dockers en grève du port de Gênes dans "La Repubblica" : nous luttons pour obtenir une garantie de mobilité du travail qui est une condition

pour réduire le personnel... parce qu'étant excédent, cela empêche une reprise de la compétitivité pour le port de Gênes".

Aussi la classe ouvrière en Italie a pris la "mauvaise" habitude depuis plusieurs années de désertier les assemblées syndicales, de siffler, voir malmené les représentants des grands syndicats comme leurs délégués syndicaux. Il devient dangereux pour ces derniers de prendre la parole dans les meetings. Forts de ces expériences, le gouvernement et ses partis ont pris les devants : on assiste à la division du travail, qui consiste pour le PC à une soudaine radicalisation : lors d'une interview, Del Turco, secrétaire général de la fédération des métallos et militant de la CGIL (PC) déclare : "la démocratie chrétienne épouse les thèses les plus radicales du patronat... et le parti communiste, pour sa part, qui n'a jamais suivi les mouvements spontanés de protestations de masse, s'y lance au contraire désormais à corps perdu" (Libération, 18/1/83)

le syndicalisme de base

Pour la bourgeoisie il s'agit de crédibiliser rapidement les partis et les syndicats usés par des années de participation aux décisions anti-ouvrières.

Actuellement les ouvriers ont remis en question les directions syndicales plus que le syndicalisme lui-même : "depuis Octobre 80 plus significativement encore qu'avant, toute initiative des syndicats est ressentie comme étrangère et hostile aux ouvriers... Les ouvriers ne participent pas aux initiatives des syndicats" (Avril 82, tract du groupe ouvrier Fiat de Turin). Ils se rendent compte qu'ils ne peuvent plier devant l'attaque de la bourgeoisie : "Pourquoi devrions nous faire des sacrifices pour défendre l'économie

nationale, puisque ces sacrifices ne suffisent jamais et ne servent qu'à en préparer d'autres, plus grand encore jusqu'au sacrifice extrême d'aller défendre l'économie nationale par les armes ?" (Ibidem)

Cette prise de conscience ne pouvait qu'alerter la bourgeoisie, et elle a adopté une structure plus souple que ses partis et centrales syndicales : car même s'ils changent brusquement de langage, et que cela puisse troubler momentanément la conscience de la classe ouvrière, fondamentalement aujourd'hui, ils sont usés. Et le fossé qui existe entre syndicats et ouvriers apparaît aujourd'hui concrètement, et se creuse un peu plus à chaque lutte. Il fallait combler ce fossé. C'est le rôle du syndicalisme de base.

Cette structure, la bourgeoisie l'a choisie dans ce qui est le plus proche des ouvriers, afin qu'ils puissent se reconnaître en elle.

L'aspect le plus connu du syndicalisme de base est son radicalisme bien plus important que dans le discours traditionnel des organisations syndicales. Depuis des années ces dernières nous ont habitués à un langage de "paix sociale", de "concertation", bref de défaite pure et simple. Par contre, le syndicalisme de base (aidé en cela par ses champions gauchistes) ne parle que de "lutte de classe" et fait monter les enchères du radicalisme. Il se déclare "comité de grève", "conseil d'usine", mais sa pratique est avant tout le syndicalisme, c'est à dire la division des ouvriers par usine ou secteur. Ils lui faut organiser les luttes pour empêcher toute auto-organisation, toute généralisation des luttes par-delà les catégories. Cette tâche lui est facilitée par le fait que dans ses rangs, se trouvent de nombreux ouvriers combattifs sincèrement désireux de servir la lutte.

(suite page 7)

chômage et lutte de classe

Plus de trente millions de chômeurs pour l'ensemble de la CEE : le chômage représente environ 10% de la population active des pays industrialisés, mais c'est par centaines de millions que l'on compte les sans-travail dans les autres pays du monde... et encore, ce ne sont là que les chiffres officiels, la réalité est bien pire encore! Cette réalité du chômage est généralisée au capitalisme mondial qui règne sur toute la planète, aussi bien à l'ouest que dans le bloc de l'est, où sévit également la misère et l'exploitation, contrairement aux mensonges répandus par la gauche et les gauchistes.

■ En fait, le chômage a toujours existé dans le capitalisme ; il est inscrit dans la condition ouvrière même.

Le travailleur n'a pas le choix pour survivre, il doit vendre sa force de travail contre un salaire. Dès que réapparaissent les contradictions insurmontables du capitalisme, les marchés se restreignent, il n'y a plus d'embauche, la bourgeoisie licencie et c'est la généralisation du chômage.

Cela, nous le vivons tous : l'austérité et les licenciements pèsent sur chacun de nous, le chômage technique ou partiel se généralise dans les entreprises. Le chômage n'est pas réservé aux "autres", aux "jeunes sortis de l'école", c'est la réalité quotidienne de millions de travailleurs.

Si au siècle passé, l'expansion et le développement croissant permettaient après chaque crise de réintégrer la masse des ouvriers sans travail, d'élargir l'emploi et la

production, dans ce siècle-ci, avec la saturation mondiale des marchés et donc l'entrée dans une crise de surproduction définitive, le chômage est devenu une donnée permanente.

C'est parce que ce système est en proie à des contradictions insurmontables qu'il éjecte des masses considérables et sans cesse croissantes dans la misère et le chômage. Un capitalisme sans chômage est une utopie! Le chômage n'est pas une grippe passagère, mais un cancer incurable inscrit dans les lois économiques de ce système.

Aujourd'hui, après la pause de la reconstruction d'après-guerre, le chômage frappe à nouveau à la porte. A la suite des secteurs faibles et des petites entreprises, ce sont des pans entiers de la classe ouvrière dans les secteurs les plus concentrés qui en font les frais : sidérurgie, textile, automobile, construction navale, bâtiment. Loin d'être un problème spécifique de régions, de secteurs, de jeunes, le chômage concerne et touche toute la classe ouvrière.

Les mensonges de la bourgeoisie

Aujourd'hui, beaucoup de pays ont déjà expulsé de nombreux immigrés (Allemagne, France...) mais cela n'a pas arrêté la progression du chômage. Mensonge d'autant plus flagrant qu'avant la crise et malgré la présence des étrangers, le chômage était peu développé. Ceci montre déjà que la crise est la vraie cause du chômage.

Beaucoup d'autres explications (restructurations temporaires, démographie en croissance, etc) aussi farfelues les unes que les autres, sont répandues par la bourgeoisie qui cherche à brouiller les consciences, à dissimuler le fait que le chômage est une manifestation de la crise historique du système, de son incapacité à développer les forces productives et à satisfaire les besoins de l'humanité.

Il n'existe qu'une seule alternative : ou l'on résiste et on lutte pour l'unité de toute la classe ouvrière avec une perspective révolutionnaire, ou on se laisse emporter jusqu'à accepter la misère et enfin la guerre.

Utopie que tout cela, nous dira-t-on! Mais qui sont les véritables utopistes,

qui a intérêt à nous prendre pour de doux rêveurs? Ceux-là même qui nous rêpètent depuis 10 ans qu'en nous serrant la ceinture, cela ira mieux demain, qu'en acceptant la réduction des salaires pour rendre les entreprises compétitives, on se bat pour l'emploi - alors que ça ne fait qu'empirer, ceux-là même qui essaient de nous faire croire que le capitalisme peut vivre sans chômage et sans guerre.

Et, comble d'ironie, alors que la bourgeoisie baisse les salaires, les allocations de chômage, appelle aux sacrifices et à l'effort redoublé, réduit la classe ouvrière et des zones entières du monde à la faim et à la misère, le capitalisme s'enfonce dans une crise de surproduction : trop d'acier, trop de pétrole, on détruit les surplus agricoles, les parcs d'autos sont pleins à craquer. Tout ceci montre l'absurdité du système actuel qui produit, non en fonction des besoins humains, mais en fonction du profit... et nous serions fous de vouloir changer tout ça?

Les fausses solutions

Les promesses et les présomptueux programmes de développement économique, de plans anti-crise, répandus aussi bien par la gauche que par la droite pour résoudre la crise et donc le chômage, ont été et restent de grossiers mensonges.

Le sport favori de la gauche et des syndicats est de prêcher des grandes "solutions radicales" : nationalisations, mise sous statut public, contrôle ouvrier, partage du travail, 35 heures, etc. Qu'en a-t-il été?

Tous les plans et promesses du PS au gouvernement se sont envolés : la création d'emplois nouveaux dans le secteur public, présentant l'Etat comme le garant de l'intérêt de tous contre l'anarchie inhumaine du secteur privé, n'a jamais vu le jour ; l'Etat n'a été que le pire des patrons, comme dans les pays de l'Est. Il suffit de voir la France "socialiste" de Mitterrand pour voir que les nationalisations ne sont que du bluff ou vers l'Angleterre, qui a l'industrie la plus contrôlée par l'Etat, et qui bat tous les records en matière de chômage. Les 35 heures, le partage du travail, le chômage partiel, ne sont que des paravents à la baisse des salaires et au chômage ; loin d'être un moyen pour sortir de la misère, cela ne fait qu'en répartir le

poids sur tous.

La droite quant à elle s'efforce aujourd'hui de nous faire croire en la relance par la compétitivité des entreprises ; nous devrions donc accepter de plein gré les licenciements, les baisses de salaires, etc. Ce langage est pure hypocrisie, étant donné la saturation mondiale des marchés ; on a beau produire à meilleur coût, rien ne se vendra, tout au plus la bourgeoisie s'appropriera-t-elle le marché d'un autre. Chacun tient le même langage partout : "gagner la bataille de la compétitivité, de la production nationale et du marché intérieur" (G.Marchais). Mais avec cette idée, la bourgeoisie cherche à dresser les travailleurs de chaque pays entre eux et à les rattacher aux intérêts de "leur" économie nationale, de "leur" Etat. La classe ouvrière ne tirera aucun profit de la victoire de "son" économie, car cela se fera sur son dos et cela ne peut mener qu'à la guerre qui n'est que la continuation par d'autres moyens de la guerre économique.

Comment lutter

La société humaine est mûre pour l'alternative historique au capitalisme : le communisme, société sans classe, où la production sera centrée autour de la satisfaction des besoins humains, et non de la recherche du profit.

La médaille d'or dans la division est remportée, comme d'habitude par les syndicats. Ceux-ci ont toujours considéré les chômeurs comme des assistés, des laissés pour compte qui ne

peuvent lutter et dont le seul but serait l'exigence de plans pour l'emploi et l'obtention du "droit au travail". Le travail n'est pas un droit, mais une nécessité imposée par le capitalisme aux ouvriers pour survivre, et, si dans la bouche des syndicats le "droit au travail" veut dire du travail pour tous, ce n'est là que pure mystification, car cela, le capitalisme ne peut plus l'accorder.

L'union dans la lutte

Comment forger cette unité de classe ? Quels en sont les moyens ? - Tout d'abord, étendre la lutte. Isolés, nous ne pouvons vaincre. L'extension constitue l'oxygène vital pour le développement de la lutte. Sans extension, la lutte meurt. Nous devons créer un rapport de forces vis-à-vis de la bourgeoisie, qui ne pliera le genou que si nous sommes forts ; donc unis et nombreux. Pour cela, il faut rechercher la solidarité active : envoyer des délégations massives, faire des tracts, des communiqués, aller dans les bureaux de chômage et les usines pour les distribuer, expliquer notre lutte dans des assemblées ouvertes à tous les prolétaires. Si nous n'avons pas de lieu de réunion ni de moyens matériels pour nous faire entendre, il faut les prendre, occuper les locaux publics pour nous réunir ; - face à tous les diviseurs professionnels que sont la droite, la gauche, les syndicats, les gauchistes, il faut garder notre lutte en mains, il faut conquérir notre autonomie de classe par rapport à toutes les fractions de la bourgeoisie. Il ne sert à rien d'attendre des syndicats qu'ils bougent le petit doigt pour nous, car, soit, ils ne le feront pas, soit ils nous engageront dans une mauvaise direction, à l'encontre de nos intérêts de classe. Pour garder notre autonomie, il faut se retrouver en assemblées générales et impulser les actions sans attendre, en laissant les portes ouvertes sans conditions à tous les ouvriers, actifs ou non, qui veulent lutter. Il faut discuter et décider ensemble des tâches à réali-

ser, de l'orientation et des revendications du conflit. La discussion et les décisions collectives sont les meilleurs moyens contre toute tentative de récupération bourgeoise. Les comités élus doivent être responsables face aux assemblées et sous leur contrôle permanent ; toutes les décisions doivent être ratifiées et les délégués révocables sur le champ, s'ils n'expriment pas les besoins de la lutte. Aucune entrave ne peut barrer la route aux initiatives de la lutte.

- nous devons refuser toute alternative-bidon qui nous transforme en mendiants vis-à-vis de l'Etat, telles que les demandes de plans d'investissements, les promesses d'emplois de reconversion défendues par les syndicats ou les "plans anti-crise". Tout cela mène à la démoralisation et à l'échec, car cela nous berce d'illusions sur une solution possible au sein du système et cela fait dépendre la lutte du bon vouloir de la bourgeoisie. Il en va de même pour une quelconque reconnaissance syndicale de la lutte : ceux-ci sabotent déjà toutes les grèves, ils ne feront pas autre chose avec la lutte des chômeurs. Il n'y a rien à en attendre, tout dépend de nous, de notre détermination ; nous organiser nous-mêmes sans attendre un appui de quiconque, si ce n'est des travailleurs eux-mêmes. Il est nécessaire de comprendre parfaitement le contenu de la vieille devise du mouvement ouvrier énoncée par K.Marx : "L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'OEUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES".

L'offensive syndicale de la bourgeoisie

Toute confiance dans les promesses de l'Etat, des partis, des patrons et des syndicats peut seulement nous procurer plus de misère. Seule la prise de conscience croissante de la nécessité d'entrer en action nous-mêmes, de vraiment faire pression sur le système et de la menacer de plus en plus avec nos actions, manifestation et révoltes : c'est seulement cela qui peut mener vers une alternative, celle de la destruction de l'esclavage salarial par notre lutte généralisée.

Pour empêcher cette prise de conscience, pour nous endormir avec des illusions, la bourgeoisie dispose d'une arme puissante : c'est tout l'appareil des partis de gauche et des syndicats, qui prétendent nous représenter, défendre nos intérêts et nous organiser.

Ce ne sont pas seulement les ouvriers au travail qui sont trompés quotidiennement par les syndicats, par leurs promesses sur des négociations dures et des actions, tandis qu'entre-temps, ils concluent des accords avec les patrons et le gouvernement sur la baisse des salaires et les licenciements. Ce ne sont pas seulement les ouvriers au travail qui sont quotidiennement endoctrinés avec l'idée qu'ils n'ont aucun moyen de résistance sinon des actions restreintes, toute la comédie des grèves de durée limitée, planifiées longtemps à l'avance, des actions de pointe, des promenades dans la rue.

Au sein des chômeurs, la bourgeoisie tente de construire des structures similaires, par la voie des soi-disant comités de chômeurs contrôlés par des militants de la gauche et des syndicats. Ils maintiennent la passivité parmi les chômeurs :

- en nous faisant croire que nous devons laisser l'organisation des actions à des spécialistes, à des comités restreints et finalement aux syndicats.

La préparation de la lutte massive, contre l'ordre de ce système, résulte de la prise de conscience croissante parmi les ouvriers et des chômeurs. Pour cela, tout un processus de discussions devra se mettre en marche parmi

- en nous habituant à des actions-bidon, à des manifestations inoffensives, pacifiques, dans l'ordre qui sont planifiées des mois à l'avance ; à des péditions, des occupations symboliques et d'autres niaiseries ludiques qui ne menacent pas l'ordre social ;

- en nous faisant croire que nous ne devons pas lutter pour notre pain, pour notre revenu, pour nos intérêts matériels, mais pour des programmes capitalistes qui ne changent rien à l'austérité et qui la renforcent encore droit au travail, partage des emplois disponibles, nationalisations, etc.

Ils instituent une vraie mentalité de mendiants parmi les chômeurs. Tout leur bavardage prétentieux sur leurs "actions", sur le fait que "eux au moins, ils font quelque chose", ne peut pas cacher le fait qu'ils s'adaptent tout bonnement à la paix sociale, à la passivité temporaire parmi les chômeurs pour encore renforcer cette passivité en s'imposant comme notre "représentation" et en propageant des illusions sur des actions-bidon.

■ ■ ■

les masses : une vraie discussion politique qui mène à un rejet clair de la bourgeoisie, au rejet de tous les syndicats et des partis existant avec leurs alternatives-bidon.

la bourgeoisie continue ses préparatifs de guerre

des négociations pour mieux préparer la guerre

■ Les négociations sur l'armement qui se déroulent en ce moment à Genève ne pourraient être qu'une énième farce tragique dans laquelle les actes se succèdent les uns aux autres en un crescendo effroyable. Mais parce qu'elles ont lieu dans le contexte d'une crise économique mondiale qui s'approfondit inexorablement et qui pour l'année 83 s'annonce encore plus catastrophique, elles revêtent une signification particulière : signification particulière car il s'agit de la "sécurité européenne", ce qui veut dire clairement, d'une part, désigner directement l'Europe comme l'enjeu principal d'un prochain conflit mondial

et d'autre part, désigner comme conséquence inévitable les sacrifices indispensables qui seront demandés aux populations et à la classe ouvrière en particulier pour continuer l'effort d'armement.

Il ne s'agit pas là encore une fois et contrairement à ce que voudrait faire croire la propagande officielle de négociations pour le "maintien de la paix" ou même pour un "désarmement réciproque", mais bien de négociations destinées à ponctuer le rapport de forces existant entre les Etats-Unis et l'URSS et de marchandages sur la stratégie d'une future guerre.

L'Europe : enjeu principal des rivalités inter-impérialistes

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les guerres localisées n'ont cessé d'éclater. Dans les années 60, c'est l'Asie avec la guerre d'Indochine qui mobilise les deux blocs rivaux ; dans les années 70, c'est en Afrique et au Moyen-Orient que grondent les armes ; et en ce début des années 80, on a assisté à une étape de plus dans les conflits inter-impérialistes : après le pas en avant de l'URSS en Afghanistan (1979) et la riposte du bloc occidental par sa mainmise complète sur le Moyen-Orient à travers la guerre du Liban (1982), le rapport de forces s'est sanctionné entre les deux blocs, chacun campant sur ses positions. Aujourd'hui, un pas de plus ne peut que signifier prendre l'Europe comme enjeu. Ces vingt dernières années, la progression dans les conflits inter-impérialistes marque un rapprochement vers le centre névralgique qu'est l'Europe, coeur du monde industrialisé, enjeu stratégique de taille.

De part et d'autre du rideau de fer, sont installés et prêts à être déployés des engins de mort plus perfectionnés les uns que les autres. Des missiles inter-continentaux de tout genre (d'une portée allant de 2000 à 11 000 km), qu'ils soient russes ou américains, criblent le sol des deux côtés.

Aujourd'hui, il s'agit de négocier

crise économique et armement

Si, depuis 40 ans, l'économie de guerre est une constante pour tous les pays, qu'ils soient forts ou faibles, la question de l'effort d'armement se pose de manière différente pour les années à venir.

En effet, la bourgeoisie se trouve devant la contradiction suivante : d'une part, la nécessité impérieuse de poursuivre l'escalade militaire et d'autre part, la nécessité de faire face à une crise économique sans précé-

l'installation ou non des SS 20 russes (portée de 4000 à 5000 km avec une précision de tir à 300 m près) et des Pershing II américains (qui permettent d'atteindre Moscou en 8 mn à partir du territoire allemand). Au-delà de l'horreur et de la terreur qu'inspirent de tels engins et derrière les déclarations mensongères et hypocrites qui tentent d'incriminer toujours "l'adversaire", "l'autre" de la responsabilité d'une telle escalade, il faut bien voir la réalité en face : on négocie la stratégie et les termes d'une future guerre mondiale. A ceux qui croient encore que l'arsenal nucléaire monstrueux qui existe déjà (capable de faire sauter la planète 30 fois) pourrait empêcher l'éclatement d'un holocauste, ces négociations viennent confirmer que l'effort d'armement sera poursuivi et renforcé par tous les gouvernements à l'Est et à l'Ouest.

A côté de l'arsenal nucléaire, la bourgeoisie développe les armements classiques (blindés et artillerie) ; rien n'arrête la bourgeoisie dans ses efforts d'armement : elle s'est même payée le luxe, à travers la Grande-Bretagne, d'une guerre, celle des Malouines, guerre qui lui a permis, entre autres, de reconsidérer et réévaluer les aspects techniques de la guerre moderne.

Or, la bourgeoisie a conscience que les budgets d'armement, l'entretien des infrastructures militaires, le renouvellement des stocks d'armes et de matériels ne permettent pas une relance de l'activité économique, comme cela avait été le cas dans les années 30,

mais au contraire pèsent sur cette même activité. Les deux facteurs (crise économique et armement) se conjuguent pour alourdir le marasme existant : "Les effets keynésiens de l'industrie d'armement illustrés par la résorption par la guerre de la grande crise des années 30 sont aujourd'hui contestés" (tiré du "Soir" de Bruxelles, cité dans le Monde du 29/12/82). "Une bonne partie des assertions concernant les profits apportés par l'industrie militaire se sont révélées erronées". "Ainsi, il n'est pas vrai que cette industrie serait un agent de croissance économique à long terme" ou encore : "les déficits budgétaires dus aux programmes d'armement, lesquels sont en définitive des impasses du point de vue de la production, ont été doublement générateurs d'inflation" ("Tribune des Nations Unies", ibidem).

La bourgeoisie ne peut donc pas

Europe: la question sociale

De cette nécessité, la bourgeoisie en a conscience. Deux citations peuvent l'illustrer : "L'OTAN est une alliance défensive et je ne crois pas que la situation, pour ce qui concerne les forces classiques soit ingouvernable : si nous le voulons, si nos peuples et nos parlements acceptent des sacrifices, nous pouvons restaurer notre puissance". (Rogers, commandant des forces alliées dans une interview du Monde du 6/1/83).

"Ainsi, de plus en plus, les gouvernements des pays riches devront choisir entre le beurre et les canons au risque de modifier le système de solidarité sur lequel a reposé jusqu'ici la paix sociale". (Le Monde du 29/12/82).

Parce qu'elle n'a pas réussi à embrigader le prolétariat à travers les campagnes idéologiques précédentes ("droits de l'homme", anti-terrorisme, "sécurité", nationalisme notamment avec la guerre des Malouines), la bourgeoisie développe et renforce un thème qui lui est cher et qu'elle a utilisé avant les deux autres guerres mondiales : le pacifisme. Cette négociation sur les armements lui permet de le relancer. Et ceci sous différentes formes : à la fois en invoquant son "désir" de paix et en même temps en agitant la menace du guerre. Elle se partage le travail. Le gouvernement américain menace et joue "l'irréductible" tandis que les fractions de gauche occidentales, dans leur majeure partie, jouent les "modérés", les "neutralistes". De son côté, le gouvernement russe joue sur les deux tableaux à la fois, tantôt apaisant, tantôt tapant sur la table. On parle d'autant plus de paix, de bonne volonté que l'on prépare la guerre. Et c'est pour affronter le mouvement social que la

réduire ses armements pour "alléger" la crise économique. Dans la logique infernale qui domine ce système de production, elle ne peut qu'aller en les renforçant pour continuer les préparatifs d'une future guerre.

Il n'y a qu'une solution : poursuivre l'effort d'armement dans le cadre d'une crise économique mondiale qui entraîne des endettements monstrueux, l'inflation, le chômage et l'austérité et qui pose la question suivante : comment amener le prolétariat à la guerre à la fois à travers les sacrifices sur les conditions de vie et à travers l'acceptation de la guerre elle-même ?

C'est pourquoi si l'Europe est le centre névralgique des enjeux inter-impérialistes, elle est aussi le centre névralgique du point de vue social : pour la bourgeoisie, il s'agit de soumettre le prolétariat le plus expérimenté politiquement.

bourgeoisie s'y prend ainsi : le dévoyer sur le faux dilemme "guerre ou paix", démobiliser les ouvriers en les entraînant sur son propre terrain. Elle utilise une peur réelle qui existe dans la population pour la récupérer à son profit. Le pacifisme, loin d'être un moyen de conjurer la guerre, y mène directement ; il est une arme au service de la bourgeoisie, une arme essentielle pour jeter le trouble dans les consciences.

Mener la classe ouvrière à accepter la guerre, pose un problème à la bourgeoisie. La classe ouvrière n'est pas prête, contrairement aux années 30 où la bourgeoisie avait pu mener à bien ses plans guerriers, à se laisser faire ; elle n'est pas prête à accepter ni les sacrifices économiques, ni le sacrifice suprême de la mort pour un quelconque drapeau. Continuer l'effort d'armement signifie concrètement, comme on le voit aux Etats-Unis déjà, réduire les budgets sociaux, couper net dans les dépenses publiques, donc aggraver la misère et accélérer une chute du niveau de vie. L'armement de la bourgeoisie ne peut que se faire contre la classe ouvrière.

Tous ces discours, ces bonnes paroles, cette soi-disant bonne volonté de coexistence pacifique ne sont que des mensonges, que du bluff destinés à occulter la réalité présente et à venir : augmentation des budgets d'armement, préparation à travers des campagnes idéologiques et une militarisation de la société à faire accepter la guerre comme inéluctable.

Il n'y a pas de coexistence pacifique possible au niveau économique et militaire dans un monde divisé en nations et blocs antagonistes et déchiré par la concurrence, de même qu'il n'y a pas de coexistence pacifique possible entre la bourgeoisie et la classe ouvrière.

P.F

faillite de l'économie mondiale

(suite de la page 1)

continuer longtemps ainsi, avec des dettes monstrueuses impossibles à rembourser : les USA prêtent 10 fois plus qu'il n'est possible de rembourser. Il y a eu depuis le début des années 80 une tentative de freiner cette folie : restrictions pour tous, halte à l'endettement, recul de la production. Malgré cela, depuis 1980, les courbes du commerce et de la production recommencent à baisser, sans que ne soient réglés les problèmes de dettes, bien au contraire : de nombreux pays à la périphérie déposent leur bilan, déclarant clairement ne pas pouvoir payer : la Pologne, le Mexique, la Roumanie, le Brésil, l'Argentine... Cela a bien entendu des répercussions au coeur des pays développés. Toujours à propos des USA : "plus de 200 banques, associations d'épargne et de crédit et sociétés financières ont fait faillite en 82" (Monde diplomatique, janvier 83). "Que faire face au krach ? Vous ne pouvez l'éviter... il est inévitable."

(...) Nous avons eu trente années de surinvestissement, et nous avons eu, en plus, une surexposition des institutions financières qui dépasse tout ce que l'on a jamais vu dans l'histoire. Que peut-on faire alors ? Rien." (interview de F. Von Hayek, prix Nobel de sciences économiques, la Vie Française du 17 au 23 janvier 83).

Nous n'en sommes pas encore aux chiffres des années 30, où la moitié de la population active était au chômage aux USA, mais la situation est aujourd'hui bien plus critique pour l'économie capitaliste. Le problème de la surproduction généralisée s'était révélé brutalement en 29 provoquant une chute rapide de la production, un chômage sans précédent : c'est alors qu'avait commencé à être systématisé l'endettement et que l'augmentation accélérée de la production d'armement avait pu faire illusion. Aujourd'hui, les contradictions réapparaissent à un niveau décu-

plé et les palliatifs, à force d'avoir été utilisés, sont devenus eux-mêmes facteur d'aggravation. La crise actuelle n'a pas démarré aussi fort que dans les années trente, mais sa dynamique ne va pas vers un redressement provisoire, mais vers l'effondrement. Nous n'en sommes pas aux chiffres des années trente mais le RYTHME de chute est déjà comparable : "Le rythme actuel des faillites d'entreprises est aujourd'hui de 80 pour 10 000, le plus élevé depuis l'année noire de 1933."

En Allemagne de l'Ouest, on atteint des taux record de 54% d'augmentation du chômage en un mois.

L'accélération de la crise actuellement, ressemble fort à la grande chute des années 30. Mais le marasme que les Etats tentent de repousser depuis 10 ans promet d'être bien plus grand encore.

D.N.

REUNIONS PUBLIQUES
DE FEVRIER

CRISE ECONOMIQUE

ET

PERSPECTIVES POUR LA

LUTTE DE CLASSE

voir page 7

LE CONGRES DE LA LIGUE SPARTACUS

EXTRAITS DE L'INTRODUCTION AU RAPPORT SUR
LE PROGRAMME DE FONDATION DU PARTI COMMUNISTE
D'ALLEMAGNE PRESENTE PAR ROSA LUXEMBOURG.
-30 Decembre 1918-

Du 30 décembre 1918 au 1er janvier 1919, en pleine révolution ouvrière, en Allemagne, se tient le Congrès de la Ligue Spartacus qui fonde le parti communiste. A cette occasion, Rosa Luxembourgeois prononce un impérissable discours sur le programme du nouveau parti du prolétariat. Il est de ces paroles, comme celles-ci, dont on n'a jamais fini de mûrir le contenu révolutionnaire. Non seulement parce que dans le moment où elles sont prononcées, elles viennent à exprimer au plus profond point le bouleversement social qui a lieu, mais encore pour cela que, révolutionnaires justement, elles sont toujours actuelles. Oui, en 1983, ce discours de Rosa Luxembourgeois a encore une portée présente.

Cette republication que nous faisons d'extraits du texte de Rosa Luxembourgeois n'a rien d'académique. Ce que disait Rosa Luxembourgeois en 1918 de la nécessité de retourner au Marx du Manifeste reste valable : de nouveau, une perspective pour le communisme est ouverte pour le prolétariat, et il est nécessaire de l'aborder avec toutes les armes que nous laisse le passé de luttes de notre classe. Ce texte de Rosa Luxembourgeois est devenu rare. Il y a à cela une simple et terrible raison : la contre-révolution qui, dès les lendemains de l'échec de la révolution allemande jusqu'aux abords des années 70, a barré et déformé la perspective révolutionnaire.

Un des points majeurs du discours de Rosa Luxembourgeois tient dans l'affirmation que la révolution communiste, irréalisable en 1848, quand Marx écrivait le Manifeste, est, depuis 1914, devenu non seulement possible mais la seule orientation réaliste de la lutte ouvrière, d'abord, et de l'humanité ensuite. Sur ce point là, malgré des confusions très secondaires liées à la maturité de la conscience de l'époque, le discours de Rosa Luxembourgeois a, dans les années 80, une incidence présente cent fois renforcée. Jamais la célèbre formule "Socialisme ou Barbarie" n'a jamais été autant chargée de sens qu'aujourd'hui.

■ Cette élaboration d'un programme a sa nécessité dans de grands événements historiques : nous sommes arrivés à un moment où le programme du prolétariat, traditionnellement élevé sur la base social-démocratique, socialiste-réformiste, doit être édifié à nouveau dans son ensemble sur une base toute différente.

En agissant ainsi, nous revenons à la situation qu'occupaient Marx et Engels, lorsqu'ils s'attaquèrent, voilà soixante-dix ans à la rédaction du "Manifeste Communiste".

Vous savez que le "Manifeste Communiste" traitait du socialisme, de sa réalisation et de la révolution prolétarienne comme tâches immédiates de l'heure. Telle était la position que défendaient Marx et Engels dans la révolution de 1848, et qu'ils considéraient aussi comme la base réelle de l'action prolétarienne au sens international. A cette époque, ils pensaient -et toutes les têtes du mouvement prolétarien pensaient comme eux- que l'histoire imposait comme une nécessité actuelle l'instauration du régime socialiste.

Ils pensaient aussi qu'il suffisait d'accomplir la révolution politique, de s'emparer du pouvoir d'Etat pour qu'immédiatement le socialisme prit corps. Vous savez que, par la suite, Marx et Engels ont complètement révisé ce point de vue. Voici ce qu'ils en disent dans la préface qu'ils ont rédigée ensemble pour l'édition de 1872 du "Manifeste Communiste", en se reportant aux conclusions du chapitre II (mesures pratiques pour l'établissement du socialisme) :

"Ce passage aujourd'hui devrait être modifié en plusieurs de ses termes. Des progrès immenses ont été accomplis par la grande industrie au cours du dernier quart de siècle. La classe ouvrière a suivi dans son organisation en parti, un chemin parallèle à ce développement capitaliste. Enfin, des expériences pratiques ont eu lieu, d'abord celle de la révolution de février, ensuite et surtout la Commune, pendant laquelle le prolétariat a eu entre les mains, pour la première fois, et pendant deux mois, l'exercice du pouvoir politique. Ces expériences font paraître périmés plus d'un passage de notre exposé de programme. En particulier, la Commune a prouvé que la classe ouvrière n'est pas en état de simplement s'emparer du mécanisme politique existant et de le mettre en marche pour son service". (...)

Marx et Engels avaient abandonné, après les déceptions de 1848, le point de vue selon lequel le prolétariat était actuellement et directement capable de réaliser le socialisme. Dans tous les pays, étaient nés des partis de démocratie socialiste, qui défendaient un point de vue très différent. On fut amené à réduire les perspectives immédiates à la petite lutte quotidienne, tant politique qu'économique, de façon à constituer, lentement et par étapes, les armées prolétariennes ap-

pelées à réaliser le socialisme, quand le capitalisme se trouverait mûr.

Soixante-dix ans nous séparent de l'époque à laquelle appartenait le programme que nous venons de citer et la dialectique de l'histoire veut que nous en revenions aujourd'hui à l'attitude que Marx et Engels avaient adoptée alors -puis abandonnée après l'avoir reconnu historiquement erronée.

Ils avaient d'ailleurs de bonnes raisons pour cela, mais le développement capitaliste qui s'est effectué entre temps nous a amenés à penser que ce qui était alors une erreur est aujourd'hui une position juste, en ce sens qu'aujourd'hui, c'est une tâche immédiate d'atteindre les objectifs devant lesquels Marx et Engels avaient été placés en 1848.

Par contre, entre ce stade primitif révolutionnaire du socialisme, et notre conception et notre tâche actuelles, s'intercale tout un développement pacifique, non seulement du capitalisme, mais aussi du mouvement socialiste et ouvrier -en particulier, en Allemagne, pays appelé à être le guide du prolétariat moderne.

Ce revirement qui servit de base nouvelle au programme socialiste, a revêtu, en Allemagne surtout, une forme très caractéristique.

Ainsi, jusque dans son effondrement du 4 août, la social-démocratie manifestait son attachement aux termes mêmes du Programme d'Erfurt, dans lequel les revendications minimales s'étaient au premier plan, et où le socialisme n'apparaissait que comme une étoile brillante au loin, comme un but final. Mais ce qui est plus important que la lettre d'un programme, c'est la manière dont on conçoit le programme dans l'action pratique : et c'est un document fondamental dans l'histoire du marxisme et du mouvement ouvrier, la préface écrite par Engels en 1895 pour "La Lutte de Classe en France", qui définissait ce contenu pratique du programme.

Camarades, ce n'est pas à cause de son intérêt purement rétrospectif que j'aborde cette question ; c'est un problème actuel, c'est la tâche historique que nous avons devant nous, qui nous oblige à mettre aujourd'hui notre programme sur le terrain où se plaçaient jadis Marx et Engels, en 1848. Les changements amenés par le développement historique nous imposent le devoir de réviser à fond et en toute clarté la conception pratique qui a conduit la social-démocratie allemande jusqu'à l'effondrement du 4 août. C'est cette révision que nous nous proposons de faire ici par un acte officiel.

Camarades, quelle a été la position d'Engels dans la fameuse préface de "La Lutte de Classe en France" de Marx écrite en 1895, donc déjà après la mort de Marx ? Remontant jusqu'en 1848, il y dit que la conception suivant la-

quelle on se trouverait devant une révolution socialiste imminente a été renversée alors par les événements. Et il continue ainsi :

"L'histoire nous a donné tort, à nous et à tous ceux qui avaient un point de vue analogue. Elle a montré que le degré de développement économique sur le continent était alors bien loin d'être assez avancé pour permettre la liquidation du mode de production capitaliste ; et la preuve en est dans la révolution technique-économique qui, depuis 1848, s'est étendue à travers tout le continent, et, à elle seule, a introduit effectivement la grande industrie en France, Autriche, Hongrie, Pologne, et récemment jusqu'en Russie. Cette révolution s'est faite entièrement sur la base capitaliste, qui était donc encore susceptible d'extension en 1848". (...)

Quand on connaît les oeuvres de Marx et d'Engels, quand on connaît cet esprit vivant et sincèrement révolutionnaire qui se dégage de tous leurs écrits, de tous leurs enseignements, on est convaincu qu'Engels et Marx, s'ils avaient vécu, auraient été les premiers à protester de toutes leurs forces contre les abus qui ont résulté du parlementarisme, contre cet embourbement, cette dégradation du mouvement ouvrier qui s'est manifestée en Allemagne des dizaines d'années avant le 4 août. Car le 4 août n'est pas tombé du ciel, il n'est pas un tournant brusque, mais une suite logique de ce que nous avons vécu jour par jour pendant les années précédentes.

Marx et Engels auraient été les premiers à freiner et retenir le véhicule d'une main puissante pour qu'il ne s'enlise pas dans la boue. Mais Engels est mort l'année même où il a écrit sa préface. Nous l'avons perdu en 1895. Depuis lors la direction théorique a malheureusement passé des mains d'Engels à celles d'un Kautsky.

Entre les mains de Kautsky, le "marxisme" servit à dénoncer et à briser toute résistance contre le parlementarisme pur et simple, cette résistance qui se levait à gauche, dans chaque congrès du Parti, et qui soutenue par un groupe plus ou moins large de camarades, luttait âprement contre la chute dans le marais. Toute résistance de cette sorte était excommuniée comme anarchisme, anarcho-syndicalisme ou au maximum comme anti-marxisme (...)

Le marxisme officiel servait de couverture à toutes les déviations et à tous les abandons de la véritable lutte de classe révolutionnaire, à toute cette politique de demi-opposition qui condamnait la social-démocratie allemande, et le mouvement ouvrier en général, y compris le mouvement syndical, à s'emprisonner volontairement dans les cadres et sur le terrain de la société capitaliste, sans volonté sérieuse de l'ébranler et de la faire sortir de ses gonds.

Eh bien aujourd'hui, les circonstances nous permettent enfin de dire dans notre programme d'aujourd'hui : "la tâche immédiate du prolétariat -en peu de mots- n'est autre que de faire du socialisme une vérité et un fait et de détruire le capitalisme de fond en comble !".

Nous nous plaçons sur le terrain sur lequel étaient Marx et Engels en 1848 et qu'ils n'ont, en principe, jamais quitté.

Maintenant, on peut voir enfin ce qu'est le marxisme véritable et ce qu'était cet "ersatz" du marxisme qui s'éleva si longtemps dans la social-démocratie comme marxisme officiel. Car vous voyez bien, d'après ses représentants, où en est arrivé ce marxisme aujourd'hui ? Il n'y a qu'à regarder les David, Ebert et consorts. Nous voyons chez eux les représentants officiels de la doctrine que, pendant des dizaines d'années, on a fait passer pour le marxisme pur, véritable. Non, le marxisme ne conduit pas là, à faire avec les Scheidemann une politique contre-révolutionnaire ! Le marxisme véritable lutte aussi contre ceux qui

cherchent à le falsifier, il fouille comme un taureau les fondements de la société capitaliste ; et il a mené à ceci qu'aujourd'hui, la meilleure partie du prolétariat allemand marche sous notre étendard, sous l'étendard de la tempête révolutionnaire (...)

La révolution sociale à l'ordre du jour

Ainsi, camarades, comme je vous l'ai déjà dit, nous sommes aujourd'hui conduits par la dialectique de l'histoire et enrichis par l'expérience du développement capitaliste des soixante-dix dernières années - à la place même où étaient Marx et Engels en 1848, lorsqu'ils déroulèrent pour la première fois l'étendard du socialisme international. Autrefois, lorsqu'on crut devoir corriger leurs erreurs et les illusions de 1848, on s'imagina que le prolétariat avait encore devant lui un très très long et c'est ce qui ressort à chaque ligne de la préface en question, qu'Engels a écrite en 1895.

Or, nous pouvons, à présent, dresser le bilan. Est-ce que le temps n'a pas été très court en comparaison du développement des luttes de classe de jadis ? Soixante-dix ans de développement du grand capitalisme ont suffi pour que nous puissions songer sérieusement à balayer le capitalisme hors du monde. Et plus encore : non seulement, nous sommes aujourd'hui en mesure de résoudre cette tâche, non seulement c'est notre devoir envers le prolétariat mais c'est la seule manière de sauver la société humaine.

Car cette guerre n'a rien laissé subsister de la société bourgeoise, qu'un énorme amas de décombres. Dans la forme, tous les moyens de production et la plus grande partie des moyens de domination sociale sont encore dans les mains des classes dirigeantes ; nous ne nous faisons pas d'illusions à ce sujet. Mais ce qu'elles peuvent en faire, à part leurs tentatives convulsives pour rétablir, par d'immenses massacres le mécanisme de l'exploitation, n'est que désordre et impuissance.

Historiquement, le dilemme devant lequel se trouve l'humanité d'aujourd'hui se pose de la façon suivante : chute de la barbarie, ou salut par le socialisme. Il est impossible que la guerre mondiale procure aux classes dirigeantes une nouvelle issue, car il n'en existe plus sur le terrain de la domination de classe et du capitalisme. Ainsi nous vivons aujourd'hui la vérité que justement Marx et Engels ont formulée pour la première fois, comme base scientifique du socialisme dans le grand document qu'est le "Manifeste Communiste" : le socialisme est devenu une nécessité historique. Cette vérité, nous la vivons dans le sens le plus strict du terme. Le socialisme est devenu une nécessité, non seulement parce que le prolétariat ne veut plus vivre dans les conditions matérielles que lui préparent les classes capitaliste, mais aussi parce que, si le prolétariat ne remplit pas son devoir de classe en réalisant le socialisme, l'abîme nous attend tous, tant que nous sommes.

Voilà donc, camarades, la base générale sur laquelle est érigé le programme que nous adoptons aujourd'hui officiellement et que vous avez vu en projet par la brochure "Que veut Spartacus ?". Il se trouve en opposition consciente avec le point de vue défini dans le Programme d'Erfurt : en opposition consciente avec toute séparation des exigences immédiates et du but final qui est le socialisme. En opposition consciente avec cette façon de voir, nous liquidons les résultats des soixante-dix dernières années et avant tout le résultat immédiat de la guerre mondiale en disant : il n'y a pas maintenant pour nous de programme minimum ni de programme maximum ; le socialisme est un et indivisible ; et c'est là le minimum que nous avons à réaliser aujourd'hui".

réunions publiques

Crise économique et perspectives pour la lutte de classe

AIX-EN-PROVENCE :
Permanence : mercredi 16 Février de 18h à 19h, au café "La Madeleine", Place des Prêcheurs.

BORDEAUX :
Réunion publique : Samedi 26 Février à 17h au café "Victor Hugo", 52 Cours Victor Hugo.
Contact-diffusion : vente au marché Saint-Michel le 26 Février de 10h à 11h.

LILLE :
Réunion publique : samedi 12 Février à 15h30 au 23 rue Gosselet (MNE).

LYON :
Réunion publique : Vendredi 4 Mars à 21h. MAJO, Impasse Métral, Villeurbanne métro République.
Permanence : Mardi 8 Mars à 18h à la même adresse.

MARSEILLE :
Réunion publique : Vendredi 4 Mars à 21h, 205 rue Sainte Cécile 13005.
Permanence : Mercredi 9 Février de 18h à 19h à "L'artistic bar", 4 cours Joseph Thierry.

MONTEPELLIER :
Réunion publique : Samedi 12 Mars à 17h, Salle "La Gerbe" 17 bis rue Chap-tal.
Contact-diffusion : le samedi 12 Mars de 11h à 12h30 au marché aux Puces.

PARIS :
Réunion publique : Samedi 12 Février à 17h, 27 Avenue de Choisy, Paris 13°. Permanence : tous les samedis sauf celui de la RP à la même adresse à 16h.

ROUEN :
Réunion publique : samedi 26 Février à 15h30 à la Halle aux Toiles.
Permanence : le samedi 19 Mars à 15h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :
Réunion publique : vendredi 25 Février à 21h, Cité Universitaire de l'Arsenal bâtiment C.
Permanence : tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert" Avenue Saint Exupéry (sauf le vendredi de la RP).
Contact-diffusion : les 2° et 4° dimanche du mois de 11h à 12h30, au Marché aux Légumes (près de la Place Jeanne d'Arc). Le 2° dimanche de chaque mois de 11h à 12h30 au Marché aux Puces (Place Saint-Sernin)

NANTES :
Réunion publique : sur le thème : la bourgeoisie à l'époque des guerres et des révolutions. Samedi 5 Février à 17h au Centre Social des Bourderies, Nantes Chatenay.
Permanence : vendredi 11 Février à 20h30 à la même adresse.
Contact-diffusion : le 2° samedi de chaque mois de 10h30 à 11h30 au marché de La Petite Hollande.

revue internationale n°32 LA CRISE DU MILIEU REVOLUTIONNAIRE

■ Par la misère de plus en plus intenable qu'elle impose aux exploités, la crise balaye les dernières illusions et les force à reprendre le chemin des combats de classe.

"Années de vérité" pour l'ensemble du prolétariat, les années 80 le sont aussi pour son avant-garde, les groupes communistes. Dans la Revue Internationale n°28, nous avons analysé "les convulsions actuelles du milieu révolutionnaire". Nous y montrions que la crise qui venait de secouer notre propre organisation posait des problèmes pour l'ensemble des minorités révolutionnaires. Cet article essayait de replacer ces questions dans un cadre général, et de mettre en évidence la nécessité pour l'ensemble des groupes de prendre à bras le corps ces problèmes, s'ils veulent être à la hauteur des exigences de la période. A l'époque, la plupart de ces groupes nous avait tourné en dérision, affirmant que le CCI ne faisait que généraliser de manière abusive ses propres difficultés spécifiques. Les événements de ces derniers mois sont venus confirmer nos analyses : une des organisations les plus importantes du petit milieu révolutionnaire, le Parti Communiste International (Programme Communiste), vient de traverser des convulsions violentes qui ont entraîné la perte de plusieurs sections nationales et de plusieurs publications.

Les convulsions du milieu révolutionnaire viennent donc en force au centre des préoccupations de tous les communistes. C'est pour cela que nous consacrons 4 articles dans ce numéro.

77, 78, et 80) et qui est une étape essentielle sur le chemin de la constitution du véritable Parti Mondial de la Révolution Communiste.

APPEL DU "COMITE D'AGITATION" DU PCI (PROMETEO, N°1, AVRIL 1945)

Parmi les causes des convulsions présentes du PCI, la confusion et l'opportunisme figurent en bonne place. Le texte que nous publions ici a été envoyé par le PCI, aux partis stalinien et sociaux-démocrates, baptisés pour la circonstance "partis à direction prolétarienne", en février 45. Il proposait la constitution d'un "front unique de tous les travailleurs" dans lequel tous "les partis liés aux luttes du prolétariat auraient droit de cité". Cela en pleine guerre mondiale, alors que ces partis étaient les principaux agents recruteurs pour la boucherie impérialiste ! Sans commentaires...

LA TACHE DE L'HEURE : FORMATION DU PARTI OU FORMATION DES CADRES (INTERNATIONALISME, AOUT 1946).

Cette confusion et cet opportunisme qui présidaient à la constitution du PCI en Italie furent dénoncés par la Gauche Communiste de France dont nous revendiquons la continuité politique. Le texte que nous republions ici est paru en août 46. Dès cette époque, la GCF annonçait au PCI qu'il bâtissait son organisation sur du sable. Les faits récents confirment une nouvelle fois la justesse de son analyse.

LE PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL (PROGRAMME COMMUNISTE) A UN TOURNANT DE SON HISTOIRE.

Cet article se propose de faire le bilan de la crise présente du PCI. Il essaye d'en analyser les causes réelles, lesquelles ne se trouvent pas dans des "erreurs" de sa direction dans la période récente, comme elle le prétend maintenant, mais remontent aux bases mêmes sur lesquelles s'est constituée cette organisation entre 1943 et 1952. Cet article se veut un appel à l'ensemble du milieu révolutionnaire à prendre conscience de ses responsabilités, à rejeter tout sectarisme, et à engager l'indispensable effort de discussion ébauché avec les 3 conférences des Groupes de la Gauche Communiste (en

LUTTES REVENDICATIVES, LUTTES REVOLUTIONNAIRE : LA DYNAMIQUE DE LA CLASSE OUVRIERE. Critique du Groupe Communiste Internationaliste.

Micro-secte ne représentant pas grand-chose dans le milieu révolutionnaire, le Groupe Communiste Internationaliste constitue une illustration typique des faiblesses et confusions actuelles de ce milieu. Plus qu'une critique de ce groupe, c'est donc une critique de ces confusions qui est l'objet de cet article : confusions sur le processus de prise de conscience du prolétariat, sur le rôle des minorités révolutionnaires, sur la violence de classe, sur les perspectives des luttes prolétariennes et le cours historique de la période actuelle.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
écrire à l'adresse de R.I.

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. BOX 961
Manhattanville Station
365 West 125th Street
NEW YORK, NY 10027 USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDEEN (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KOLN 41

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER PAR AVION
110 F 120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER PAR AVION
65 F 80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
120 F 120 F 150 F

ABONNEMENTS SIMPLES
FRANCE ETRANGER PAR AVION
70 F 80 F 100 F

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :
D. VAN CELST - n° de commission
partitaire : 54 267

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20°

ITALIE

(suite de la page 3)

Les divisions instaurées par le syndicalisme de base

Partant des préoccupations même de la classe ouvrière, il a su s'en servir pour mieux les dévoyer :

- il a organisé les luttes par usine, par catégorie, alors que l'initiative même du mouvement était en dehors des catégories, et touchait de nombreux secteurs de la classe ouvrière du Nord au Sud de l'Italie;
- il a réussi ainsi à organiser des manifestations dans les villes, qui se sont rencontrées sans jamais se réunir;
- quand les directions syndicales tentaient de prendre la parole et qu'elles se faisaient huer, le micro était vite passé à un syndicaliste de base qui s'empressait de critiquer la direction pour proposer... la même action, un peu plus radicale. Ainsi, tandis que les centrales syndicales proposaient 4 heures de grève générale, les syndicalistes de base en demandaient... 8 heures !
- quand enfin ils ont épuisé le mouvement et qu'ils ont été sûrs de canaliser la colère, ils ont proposé la marche sur Rome du 18 Janvier. Cependant, courage mais pas témérité, il était décidé que "les dirigeants syndicaux participeraient certes aux diverses manifestations, mais en silence. Aucun d'entre eux ne prendra la parole". (Libération du 18 Janvier 83). Pas de meetings. Il leur fallait vraiment se fondre dans la masse, que leurs initiatives apparaissent comme étant celles de la base.

Ainsi, la bourgeoisie, qui ne pouvait empêcher la classe ouvrière de laisser exploser sa colère, a pourtant su garder l'offensive durant tout le mouvement. Cette stratégie a déjà été emplo-

yée à Longwy-Denain en France (1979), en Grande-Bretagne (lutte de la sidérurgie en 1980), en Belgique (Février-Mars 82).

Par exemple, l'idée de la "marche sur Rome" n'est pas nouvelle : ayant travaillé à l'équipement progressif de la combativité, émaillée par de nombreuses actions stériles, les syndicats proposent "la marche sur Paris" du 23 Mars 1979, récupération syndicale d'une idée émise par les ouvriers. Mais la marche n'aura lieu qu'une fois que les syndicats auront fait terminer les autres grèves qui se menaient à Paris. La "marche sur Bruxelles" lancée également à l'initiative des ouvriers (Mars 82) sera limitée aux seuls sidérurgistes, qui avaient donné du fil à retordre à la bourgeoisie, tandis que de nombreux rassemblements inter-secteurs avaient lieu ailleurs. Mais il fallait empêcher les plus combatifs d'entraîner les autres avec eux.

Tout le travail du syndicalisme est de diviser le prolétariat en nations, catégories, usines, races, etc... Tout le travail de la bourgeoisie est d'empêcher la classe ouvrière de prendre conscience de ce qui l'unit fondamentalement par-delà les frontières, les régions, les usines. Car rien ne fait plus peur à la bourgeoisie que de voir face à elle une classe unie, combative et consciente. Car à ce moment-là, la bourgeoisie aura joué sa dernière carte, elle aura perdu ; ce sera sa fin. Si le prolétariat le pressent plus qu'il n'en a une conscience claire, la bourgeoisie, elle, le sait et elle fera tout pour empêcher le prolétariat de s'unifier et ainsi ouvrir la voie à une société sans classes et sans exploitation.

C.L.

GAUCHE DANS L'OPPOSITION :

la bourgeoisie s'arme pour affronter le prolétariat

(REPRIS D'INTERNATIONALISME N° 71, ORGANE DU CCI EN BELGIQUE.)

La rentrée 82 aura vu successivement l'installation plus ferme dans l'opposition des socialistes aux Pays-Bas, le retour au pouvoir des sociaux-démocrates en Suède, la "chute" du gouvernement Schmidt en RFA et la victoire électorale du PSOE en Espagne. S'agit-il de simples phénomènes d'"alternance", imposés par la "sanction des électeurs" ? Faut-il y voir l'usure inévitable de tout parti gouvernemental, quel qu'il soit ? Est-ce que l'analyse mise en avant par le CCI sur la nécessité pour la bourgeoisie de rejeter partout la gauche dans l'opposition se trouve contredite par ces revirements d'apparence contradictoire, ainsi que par la situation qui existe déjà en France, en Grèce ou en Italie ?

Pour nous, trois ans après l'entrée dans les années 80, l'évolution de la situation à l'échelle mondiale a clairement confirmé :

- que l'accélération sans précédent de la crise économique et le potentiel de riposte ouvrière qui l'accompagne, contraignent de plus en plus la bourgeoisie à réorienter au niveau international ses forces politiques pour faire face à la menace prolétarienne ;
- que la gauche dans l'opposition sous toutes ses formes (partis, syndicats, ...) constitue aujourd'hui et constituera encore demain le piège essentiel dressé contre le surgissement de l'unification et de la conscience du prolétariat.

■ L'analyse du CCI s'est tout d'abord appuyée sur un constat des faits. La fin des années 70 a vu en effet se manifester dans plusieurs pays un mouvement de passage de la gauche dans l'opposition (Grande-Bretagne et USA en particulier). Ou encore, dans les pays où la gauche était restée en dehors du pouvoir, celle-ci abandonnait la collaboration ouverte avec le gouvernement ou ses manœuvres d'accès au pouvoir (Italie, France, Espagne).

les années de vérité

Les années 70 furent celles des illusions ; illusions au sein de la classe ouvrière, mais aussi pour la bourgeoisie elle-même. La classe dominante et ses experts en économie pouvaient encore s'imaginer que les bonnes vieilles recettes keynésiennes, les mesures inflationnistes, le crédit sauraient bien venir à bout de ce "tunnel". Face au prolétariat, elle pouvait encore s'offrir le luxe dans de nombreux pays de garantir les "acquis sociaux" et de donner une base crédible aux promesses de "lendemain qui chantent" mises en avant par ses fractions de gauche.

Lorsqu'à la fin des années 70, s'amorce une accélération qualitative de la crise, à quoi répond un renouveau des luttes ouvrières dans les pays centraux, il devient clair pour la classe dominante :

- que la crise n'a pas d'autre issue logique qu'un nouveau conflit inter-impérialiste mondial ;
- que sa marge de manœuvre économique pour en repousser les effets s'est réduite comme peau de chagrin ;
- qu'elle ne peut dans l'immédiat rien faire d'autre qu'organiser une attaque frontale contre les conditions de vie ouvrière sous la forme du chômage massif et de l'austérité sans fin ;
- que celle-ci va provoquer d'inévita-

bles réactions de la part de la classe ouvrière, qu'il s'agit à tout prix de contrôler. Dans ces conditions, ce n'est plus depuis le gouvernement que la gauche peut assurer le contrôle de la classe ouvrière. Les promesses ne garantiront plus désormais la paix sociale. Sa tâche spécifique, ce pourquoi la gauche existe comme telle au sein de l'appareil politique bourgeois, prend tout son sens : être là où la combativité ouvrière surgit, agir sur le terrain pour canaliser les luttes dans des impasses, organiser la division par secteurs, par entreprises, par nations, entraver par tous les moyens l'unification de la classe ouvrière. Dans l'opposition et vite ! Telle est la devise.

C'est le cœur du capitalisme qui a été touché de plein fouet. La récession a atteint violemment la première puissance mondiale. Les USA ne seront plus la roue de secours de l'Europe, mais vont au contraire l'entraîner avec eux dans la récession, imposant à leurs partenaires la politique à suivre.

On a assisté, dans tous les pays, y compris ceux où la gauche devait assumer la position gouvernementale, à un revirement spectaculaire de la politique économique de l'Etat. Les recettes traditionnellement "de gauche",

qui pendant des années de relative "prospérité" capitaliste, ont fait les grandes heures de la Social-Démocratie, sont abandonnées au profit du monétarisme reaganien, c'est à dire l'austérité brutale.

Les événements de Pologne sont venus montrer de quoi était capable la bourgeoisie lorsque son ordre social est en danger : s'unifier par-delà ses divisions les plus centrales, la rivalité entre les blocs impérialistes, afin de contenir le mouvement dans les frontières de la Pologne.

Dans les pays les plus développés, là où la bourgeoisie doit faire face à un prolétariat concentré, partout où à la fois elle a dû accélérer son attaque économique, et où elle a pu disposer des appareils politiques adéquats, le passage de la gauche dans l'opposition s'est confirmé : après la GB et les USA, ce sont la Belgique, les Pays-Bas, le Danemark, et l'Allemagne de l'Ouest. Cette dernière est particulièrement significative, en ef-

le piège de la gauche dans l'opposition

Ce qui distingue fondamentalement la gauche au sein de l'appareil politique bourgeois, ce n'est pas tant la spécificité de sa gestion capitaliste (même si dans nombreux pays, elle s'est identifiée à des programmes de "keynésianisme éclairé"). De telles mesures ne sont pas "de gauche" en soi, elles sont celles d'une époque aujourd'hui révolue. Ce qui distingue par contre la gauche, de tous temps, c'est sa fonction spécifique d'encadrement de la classe ouvrière. C'est pourquoi la stratégie de la gauche dans l'opposition ne vise pas simplement à protéger celle-ci d'une usure trop rapide, de même qu'elle n'est pas le simple résultat de sa perte de crédibilité actuelle. La gauche dans l'opposition constitue le fer de lance de l'offensive de démolition du prolétariat menée par la bourgeoisie pour tenter d'ouvrir la voie à la guerre qui lui est aujourd'hui fermée. La gauche dans l'opposition "libère" les organisations syndicales de toute dépendance trop ouverte vis-à-vis des gouvernants, seule façon de leur fournir la marge de manœuvre indispensable à leur tâche de meilleurs garants de l'ordre social. Enfermer les ouvriers dans des luttes isolées et corporatives, mettre en avant des actions désespérées, sans perspective (grèves de la faim, occupations, et mêmes actions violentes sans issue qui ne mènent qu'à un découragement), tel est le travail "sur le terrain" de la gauche et des syndicats dans l'opposition. Il s'agit d'entretenir un manque de confiance de la classe ouvrière dans sa propre activité et auto-organisation. La gauche ne promet plus un avenir meilleur dans le système, mais répand l'idée qu'il faut "partager la misère"

et soumettre les luttes aux nécessités de l'économie nationale. La compréhension qui existe aujourd'hui dans la classe ouvrière qu'il n'est plus possible d'imposer de réelles améliorations de ses conditions de vie, est exploitée par la gauche dans l'opposition pour développer un sentiment d'impuissance, de défaitisme et éviter qu'elle ne débouche sur un niveau supérieur de luttes généralisées. Telle est l'expérience que font les ouvriers en Angleterre, qui ont mené des luttes d'ampleur dans les années 70 (lesquelles déterminèrent en 78 le parti travailliste à rejoindre l'opposition) et qui sont aujourd'hui confrontés à un subtil partage du travail entre les différents syndicats, à l'épuisement de la combativité ouvrière secteur par secteur, dans l'isolement des luttes, à la "solidarité" posée en termes de pression sur les "autres syndicats". Telle est l'expérience que fait tous les jours la classe ouvrière partout où les syndicats radicalisent leur langage et se montrent prêts à lancer les ouvriers dans "l'action" pour les persuader que lutter ne sert à rien.

Il est extrêmement dangereux de sous-estimer l'ennemi de classe. Le système capitaliste est en crise mortelle, mais il ne s'écroulera pas tout seul, bien au contraire ! La marge de manœuvre que la bourgeoisie a perdue sur le plan économique, elle est en train de la compenser par un renforcement de ses moyens politiques et idéologiques. Ce déploiement de forces de la bourgeoisie reste et sera sans doute encore longtemps le mur contre lequel la classe ouvrière devra apprendre à forger sa propre conscience et unification.

JU

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttes de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.